

Arrêté n° 256 CM du 22 février 2007 portant réglementation de la prise en charge par le budget du pays des dépenses de fêtes et cérémonies, de réceptions, de repas et d'alimentation

(NOR : DFC0700095AC)

Paru in extenso au journal officiel n°9 N du 01/03/2007 à la page 677

Version en vigueur au 08/09/2020

Le Président de la Polynésie française,
Sur le rapport du ministre des finances et de la fonction publique,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 3985 PR du 29 décembre 2006 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;
Vu la délibération n° 2005-114 APF du 13 décembre 2005 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2006 et les actes modificatifs subséquents ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 février 2007,

Arrête :

.

Les dispositions du présent arrêté régissent les dépenses que le pays peut prendre en charge en matière de fêtes et cérémonies, de réceptions, de repas et d'alimentation.

Article 1er.- Fêtes et cérémonies, réceptions *Rédaction issue de Arrêté n° 1367 CM du 3 septembre 2020*

A - Définitions

Toutes les dépenses, de quelque nature qu'elles soient, effectuées lors d'une réjouissance publique organisée par les autorités et destinée à célébrer ou commémorer un événement religieux, civil ou historique, et avec nécessairement au moins une personne étrangère à l'administration du pays, sont imputables à l'article 623-2 "Fêtes et cérémonies" du budget du pays.

Toutes les dépenses, de quelque nature qu'elles soient, liées à l'organisation d'une réunion mondaine avec collation ou repas et avec nécessairement au moins une personne étrangère à l'administration du pays, sont imputables à l'article 623-4 "Réceptions" du budget du pays.

Les autres dépenses, effectuées à l'occasion de la visite d'une personne étrangère à l'administration du pays, sont imputables à l'article 623-8 "Divers, publicité, publications, relations publiques" du budget du pays.

Ainsi, sont notamment autorisés :

- les frais de transport et de séjour des personnes étrangères à l'administration du pays participant à la manifestation et, le cas échéant, de leurs accompagnateurs ;
- les frais de repas des participants ;
- la rémunération des prestataires de service (sécurité, animation, personnel de salle...) ;
- les locations de biens immobiliers ou mobiliers ainsi que les assurances, le cas échéant ;
- les frais de publicité ;
- les présents offerts aux personnes étrangères à l'administration du pays participant à la manifestation et, par analogie, les présents offerts à l'occasion du déplacement à l'extérieur de la Polynésie française d'une personnalité du pays.

B - Champ d'application

Dans la limite des crédits votés au budget du pays, seules les personnalités suivantes sont habilitées à engager les dépenses visées au A du présent article :

- le Président de la Polynésie française ;
- les ministres du gouvernement ;
- le délégué de la Polynésie française à Paris ;
- les tavana hau des circonscriptions de la Polynésie française ;
- le chef du service d'accueil et de sécurité ;
- le chef du service des moyens généraux ;

- le secrétaire général du gouvernement ;
- le délégué aux affaires internationales, européennes et du Pacifique ;
- la délégation polynésienne aux investissements ;
- le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration.

C - Modalités de prise en charge

La prise en charge de ces dépenses sur le budget du pays est conditionnée par la production :

- de la facture détaillée du fournisseur ;
- d'un certificat administratif mentionnant la nature et la date de l'événement, le lien de la dépense avec cet événement et attestant qu'elle a été effectuée dans l'intérêt du pays et la présence d'au moins une personne étrangère à l'administration du pays.

Dans le cas d'un remboursement de frais exposés, outre le certificat administratif précité, la facture produite devra être acquittée par le fournisseur.

La prise en charge par le budget du pays des frais de transport et de séjour des hôtes de la Polynésie française se fait sur présentation d'un arrêté du Président de la Polynésie française, détaillant le nom des bénéficiaires et leur qualité ainsi que les dépenses autorisées.

Art. 2.- Repas, alimentation

A - Définitions

Les frais de repas occasionnés dans un restaurant avec une relation d'affaires, comprenant donc au moins une personne étrangère à l'administration du pays, sont imputables à l'article 623-8 "Divers, publicité, publications, relations publiques" du budget du pays.

Les frais de repas occasionnés lors d'une réunion de travail entre un ministre du gouvernement et ses collaborateurs sont imputables à l'article 628-8 "Autres, divers autres services extérieurs" du budget du pays.

Les dépenses d'alimentation sont constituées des denrées alimentaires achetées en l'état et sont imputables à l'article 606-23 "Alimentation" du budget du pays. A ce titre, sont autorisés les achats :

- d'eau pour les besoins des ministères et services administratifs ;
- de denrées alimentaires et de boissons pour les repas préparés par la présidence de la Polynésie française ou par le service des moyens généraux ;
- de denrées alimentaires pour la confection de repas par les hôpitaux au profit des patients hospitalisés et des personnels de garde ;
- de denrées alimentaires pour la confection des repas destinés aux élèves des établissements scolaires des Marquises ;
- de lait pour le personnel exposé aux émanations de plomb ou aux rayonnements ionisants.

B - Modalités de prise en charge

La prise en charge des repas sur le budget du pays est conditionnée par la production :

- de la facture détaillée du fournisseur ;
- d'un certificat administratif du ministre de tutelle mentionnant la nature et la date de l'événement, le lien de la dépense avec cet événement et attestant qu'elle a été effectuée dans l'intérêt du pays.

Dans le cas d'un remboursement de frais exposés, outre le certificat administratif précité, la facture produite devra être acquittée par le fournisseur.

Art. 3

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er janvier 2007. L'arrêté n° 151 CM du 27 janvier 1998 modifié est abrogé à compter de la même date.

Art. 4

Le ministre des finances et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 février 2007.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des finances
et de la fonction publique,
Armelle MERCERON.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 256 CM du 22 février 2007](#), JOPF n° 9 N du 01/03/2007 à la page 677
- [Arrêté n° 1345 CM du 4 octobre 2007](#), JOPF n° 41 N du 11/10/2007 à la page 3841
- [Arrêté n° 1677 CM du 10 décembre 2007](#), JOPF n° 51 N du 20/12/2007 à la page 4954
- [Arrêté n° 940 CM du 13 juillet 2015](#), JOPF n° 58 N du 21/07/2015 à la page 6886
- [Arrêté n° 1297 CM du 1er septembre 2016](#), JOPF n° 73 N du 09/09/2016 à la page 10232
- [Arrêté n° 625 CM du 28 mai 2020](#), JOPF n° 45 N du 05/06/2020 à la page 7177
- [Arrêté n° 1367 CM du 3 septembre 2020](#), JOPF n° 72 N du 08/09/2020 à la page 12523